La société n'a pas annulé le projet, elle l'a mis de côté temporairement. Ce n'est pas la première fois que cette entreprise agit de la sorte; nous avons appris à lire attentivement ce genre de déclaration et c'est pourquoi nous avons bon espoir que le projet ira de l'avant.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, en l'absence de la ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, j'adresse ma question au vice-premier ministre.

La société Apotex a reçu pour ce projet une subvention de 6,2 millions de dollars du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien. Comment le ministre peut-il, d'une part, recommander un projet qui coûtera 6,2 millions de dollars au Trésor public, tandis qu'un autre ministre présente à la Chambre un autre projet de loi qui va à l'encontre de ce projet? Quels sont les projets du gouvernement pour assurer le développement d'une économie de technologie de pointe à Winnipeg?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le président, je crois que le député a mal compris, encore une fois. Le projet de loi dont il parle a permis de réaliser des investissements de quelque 650 millions de dollars dans diverses régions du pays.

Au Manitoba seulement, un projet de 100 millions de dollars va contribuer de façon importante à l'économie de la province. Mon collègue devrait regarder la situation dans son ensemble et ne pas sauter rapidement à des conclusions qui ne se sont encore jamais concrétisées.

[Français]

L'AIDE EXTÉRIEURE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Vendredi, le Canada participera à une réunion de l'OTAN pour discuter d'un pont aérien pour la Bosnie. Mais d'autres pays sont aussi en crise. Par exemple, le premier ministre a reçu une demande urgente d'aide du président de l'Arménie. Malheureusement, notre réponse est très limitée.

Aussi, je demande au premier ministre suppléant d'augmenter l'aide canadienne. De plus, va-t-il charger notre ambassadeur à l'OTAN de soulever cette question pour que la communauté internationale établisse un pont

Questions orales

aérien pour transporter des vivres et des énergies en Arménie?

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants): Monsieur le Président, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures n'est pas à la Chambre aujourd'hui. Je vais prendre note de la question de mon collègue et je suis certaine que la ministre donnera une réponse au député aussitôt que possible.

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je dis au vice-premier ministre et à la ministre de la Défense nationale que l'Arménie est un pays oublié. Les gens y meurent de faim et de froid. La CSCE n'a pas réussi à mettre un terme à la guerre; les Nations Unies ne s'y intéressent d'aucune façon.

Je voudrais demander aux membres du gouvernement si ce pays a l'intention d'exercer un certain leadership, de porter cette question à l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies dans le cadre d'une réunion d'urgence afin de demander qu'on mette fin au blocus économique. Parlez à nos alliés les Turcs et dites-leur qu'ils doivent ouvrir un corridor. Nous devons trouver un moyen pour en arriver à un cessez-le-feu.

N'est-il pas temps que le Canada prenne la défense des pauvres habitants de l'Arménie et qu'il montre qu'il est prêt à offrir son leadership aux pays du monde?

L'hon. Kim Campbell (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants): Monsieur le Président, je vais simplement répéter en anglais ce que j'ai déclaré en français au nom de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Je ne sais pas quelles mesures elle a prises pour soulever cette question auprès des Nations Unies ou dans d'autres pays. Vous savez qu'elle se trouve aujourd'hui au Japon. Elle voyage beaucoup dernièrement. Je sais qu'elle sera heureuse de répondre à la question du député dès qu'elle le pourra à son retour.

L'ENVIRONNEMENT

M. Ross Stevenson (Durham): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement.

Le ministre compte-t-il prendre toutes les mesures nécessaires pour persuader le gouvernement du Mexique d'adopter un plan vert en matière d'environnement afin d'assurer que sa participation à l'accord de libre-échange nord-américain n'entraînera pas une exploitation indue des gens, des ressources et de l'environnement du pays?